

Consultation Publique de la CRE N°2019-005

Contribution du Syndicat Départemental D'Énergie de l'Allier (SDE03)

La Consultation Publique « structure tarifaire » sur les réseaux de distribution de gaz contient la question 11 sur l'adaptation des réseaux pour accompagner le développement du biométhane: « Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ? »

Le SDE03 exerce la compétence d'Autorité organisatrice des distributions de Gaz et d'Électricité sur l'essentiel du territoire du Département de l'Allier (à l'exception de 3 communes sur 317 pour l'Électricité et 10 communes sur 78 desservies pour le Gaz). Engagé dans un soutien à la filière méthanisation agricole, le Sde03 constate sur son territoire au potentiel important un grand nombre de projets de ce type (10 en moins d'un an), et les incidences et modalités de leur raccordement aux réseaux selon les filières retenues souvent préalablement à la question du raccordement. Lorsque la filière de génération d'électricité sur l'exploitation est retenue, le SDE03 constate les difficultés à la fois sur le réseau HTA (6 départs en contrainte de tension) et sur l'articulation avec les capacités réservées au titre du S3REnR : en concurrence avec les autres sources d'électricité renouvelable, les porteurs de projets peuvent se voir opposer des capacités insuffisantes, des aléas ou des délais imprévus. Les réajustements multiples (en dixièmes de MW) des capacités de postes sources puis la refonte du S3REnR AURA, la mise en œuvre du schéma directeur d'investissement conclu avec Enedis tenteront d'apporter les réponses aux problématiques du réseau électrique. Les effets de réservation de capacité et d'échelles différentes de projets concurrents pour l'accès réseau resteront un problème dans un département disposant de vastes surfaces donc de gros potentiels mais dont la consommation diffuse a contribué à dimensionner le réseau électrique. Il apparaît au SDE03 que l'accès au réseau gaz doit aussi se réfléchir en fonction de ces considérations sur le réseau électrique.

Le SDE03 a entamé une réflexion de schéma directeur gaz avec GRDF qui permet de dégager 3 secteurs principaux (environ les deux tiers du potentiel) où la conjonction du maillage, et par la suite du rebours, permettraient au réseau de collecter le biométhane et éviter la sollicitation supplémentaire du réseau électrique par des projets générant de l'électricité à partir du biogaz. Plus qu'une programmation d'investissements préfixés, le SDE03 tente avec son concessionnaire d'anticiper les futures modalités d'application du « droit à l'injection » introduit dans la loi « EGAlim »²⁷ du 30 octobre 2018. La question de l'enchaînement possible des extensions partagées, de l'harmonie de leur calendrier avec les messages portés auprès de la profession agricole est essentielle. Les temps de préparation des projets, le choix très en amont des filières retenues s'articuleront mal avec des aléas supplémentaires sur les tarifs et risquent d'augmenter le taux déjà important de projets reportés ou annulés. Un dispositif clair et stable d'accès au réseau et de coût d'acheminement paraît indispensable pour concrétiser les ambitions de développement harmonieux et flécher dans des secteurs choisis les possibilités offertes par les réseaux.

Le SDE03 considère que le signal économique constitué par le coût de raccordement au réseau de distribution de gaz est suffisant et qu'il n'y a pas d'intérêt à utiliser un tarif d'injection prenant en compte une dimension géographique. Ce signal économique existant sera avantageusement complété par un zonage à partir du critère technico-économique I/V. Cette anticipation devra être largement concertée entre tous les acteurs du (des) réseau (x), concédants ou concessionnaires, et communiquée clairement aux utilisateurs potentiels.

Le SDE03 constate que la possibilité du raccordement n'est pas toujours connue et que le coût de la part non réfactée est une charge importante pour les porteurs de projet et une puissante incitation à placer l'installation le plus près possible des réseaux existants. Il remarque que l'opportunité d'exploiter ce potentiel de méthanisation agricole par des installations de taille maîtrisée et sans exagération des coûts de transports des matières doit conduire très en amont à définir les filières d'export de l'énergie.

La logique de mutualisation à long terme des coûts de renforcement et d'adaptation du réseau doit s'effectuer certes dans un périmètre défini mais surtout dans le cadre d'une concession de service public apportant les garanties de durée et d'intérêt général et local. Si l'on peut comprendre que pour un service non exhaustif comme la distribution de gaz les gros consommateurs de gaz puissent bénéficier de tarifs intégrant la proximité des réseaux de transport, il paraît essentiel que, à l'intérieur d'un cadre concessif, **le principe d'une égalité de traitement des coûts d'acheminement quel que soit l'emplacement du point d'injection soit préservé**, à l'instar de la concession de distribution d'électricité.

Cela est d'autant plus important que ce principe prévaut en électricité et que les porteurs de projets sont amenés à comparer les modalités d'accès et de coûts d'acheminement des deux réseaux et que in fine les coûts d'export de l'énergie resteront payés par les consommateurs finals soit au travers de l'ATRD ou du TURPE soit au travers de la CSPE.

Il semble au SDE03 que **l'introduction d'un critère géographique dans le tarif d'injection introduira une complexité supplémentaire**, dont il conviendrait de relativiser l'intérêt de « responsabilisation » au vu des recettes supplémentaires apportées pour la part renforcement et adaptation des réseaux gaz, alors que son effet négatif sur les approches de la filière agricole serait bien perceptible.

La question du partage des coûts de raccordement lorsqu'une extension est utilisée par plusieurs producteurs doit être abordée également et peut trouver également des réponses dans le cadre d'une concession locale, tout en respectant les équilibres prévus par le critère I/V. La réfaction est un volet important de répartition de ces charges, certes supportée par les consommateurs. Pour la part non réfactée, la projection dans la durée de l'étalement et du partage des coûts peut incomber au pouvoir local si il dispose des outils juridiques pour équilibrer ses comptes, à l'instar des intentions qui ont prévalu pour le développement des réseaux de distribution (participation pour voie et réseaux, et désormais taxe d'aménagement).